

Espagne

La corruption “constituante”

Gabriel Albiac

Dans le Paris de la fin du XIXème siècle, Baudelaire a traduit ce dégoût que le quotidien impose à celui qui se penche sur l'épouvante du monde que le sort lui a réservée: *“De la première à la dernière page des journaux, rien qu'un tissu d'horreurs: des guerres, des crimes, des vols, des infamies, des tortures, des crimes princiers, des crimes d'Etat, des crimes privés, une ivresse d'atrocité universelle.”*¹

Que de choses avons-nous vues en moins de douze mois...! Un gouverneur de la banque emprisonné pour fraude fiscale et escroquerie (avril 1994), un directeur général de la garde civile accusé (mars 1994) de vol et de fraude considérable, en fuite (30 avril 1994) et un an plus tard, inexplicablement de retour, incarcéré au vu de documents d'extradition qui auraient été falsifiés par le ministère de l'Intérieur espagnol lui-même (janvier 1995); un secrétaire d'Etat à la sécurité, un directeur général de la sécurité et les hauts responsables de la brigade anti-terroriste au complet, tous en détention provisoire (janvier 1995): les présomptions vont de la fraude fiscale et vol au Trésor public de sommes qui pourraient atteindre des milliards de pesetas, à celles de constitution de bande terroriste, séquestration et assassinats multiples; un parti au pouvoir mis en examen (depuis plus de trois ans) déjà pour financement illégal, trafic d'influences, chantage présumé et organisation de malfaiteurs... Et une équipe gouvernementale — celle présidée par González — qui rejette toute hypothèse de démission, persuadée qu'entre départ du gouvernement, perte d'immunité parlementaire et mise en détention, il ne reste pas de solution de continuité vraisemblable.

Le 21 mars 1995, on toucha le fond. La machine du pouvoir fut alors consciente d'avoir bouclé la boucle d'un engrenage qui avait débuté fin 1982. Deux cadavres — plutôt deux dépouilles à moitié rongées — en

N° 15 Été 1995

première page des journaux. Ils ont été enterrés dans de la chaux vive il y a onze ans et demi, après avoir été préalablement torturés sur une période que les médecins légistes fixent autour de deux semaines: les mutilations commises avant la mort, révélées l'autopsie, sont tout à fait insoutenables. Nous savons maintenant qu'ils ont été découverts par hasard en 1985 et "archivés" sans être identifiés, dans l'oubli et le silence d'une chambre froide du Tribunal d'Alicante. C'est seulement ce 21 mars 1995 que nous avons réussi à savoir que ces restes ont été identifiés comme ceux de José Antonio Lasa et d'Ignacio Zabala. Le citoyen découvre les premiers "disparus" de la démocratie espagnole. Il a fallu presque douze années pour accéder à la zone d'ombre de la "transition" et pour déceler ce savant mélange de terreur et de corruption sur lequel le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) de González a cimenté un projet de pouvoir: version moderne et européenne du PRI mexicain: sang et argent; une variation pragmatique autour de l'axe spinozien Metus/Spes.

Flash back: automne 1983. L'ETA politico-militaire séquestre un capitaine de l'armée. Deux opérations de "guerre sale" sont alors menées précipitamment par la police espagnole dans le sud de la France devant l'imminence de l'exécution du séquestré. La première opération échoue. L'autre est celle qui émerge aujourd'hui. Bayonne, 16 octobre 1983: deux jeunes militants de base de l'ETA pm, Lasa et Zabala, disparaissent sans laisser de trace; cette première action sera revendiquée par le GAL². Bayonne, 18 octobre 1983: un commando militaire espagnol³ essaie de séquestrer le réfugié basque Larreixea; c'est alors que la gendarmerie française procède à l'arrestation des quatre membres du commando... Le ministre de l'Intérieur espagnol, José Barrionuevo⁴, intervient pour revendiquer l'opération comme étant une "action humanitaire". La vision des restes mutilés de Lasa et Zabala donne une idée fidèle de ce qu'on doit entendre par "action humanitaire".

Hypothèses pour une contre-réforme

1983 a été l'année de la création du GAL. Ce fut aussi, parallèlement, la mise en marche de la grande matrice de la corruption institutionnelle sur laquelle le PSOE a établi le pari ouvert d'"un projet pragmatique à réaliser sur 25 ans"⁵. Il s'agissait d'une mixture particulière, faite d'un modèle clientéliste proche de celui qui devait garantir le monopole du vote méridional de la Démocratie chrétienne italienne pendant quarante ans, en y ajoutant le déploiement de terreur diffuse dont le PRI mexicain a été le virtuose. L'appareil de violence policière hérité du franquisme se prêtait formidablement bien à la seconde fonction. Il ne restait qu'à se mettre d'accord sur son "détournement" au service du projet d'un Etat nouveau.

Après l'échec de la grande idée de "consensus politique", première ébauche de transition animée par les centristes d'Adolfo Suarez entre 1977 et 1981, la plus grande intelligence du PSOE depuis son arrivée au pouvoir à l'automne 1982 consiste à comprendre que la négociation passe

par une autre instance plus affinée: la consolidation d'une élite de fonctionnaires dont les privilèges économiques et sociaux seront essentiellement liés à la continuité du pouvoir socialiste. Le détournement de fonds débute avec l'instauration du premier ministère de l'Intérieur du PSOE que dirige l'ancien haut dignitaire franquiste Barrionuevo assisté d'une équipe de policiers indubitablement fascistes — et, en proportion considérable, tortionnaires notoires formés à la Brigade sociale, la police politique de la dictature. Ils sont les garants de la continuité, face à un collectif policier inquiet dans un premier temps, de l'arrivée du “socialisme” dans ce qu'il est maintenant convenu d'appeler “les décharges et égouts” de l'Etat.

Les moyens financiers indispensables pour sceller cette alliance ont transité par la voie opaque des “fonds de réserve”⁶. Plus tard on y ajoutera, en ce qui concerne les chefs de Cabinet du ministère, le système des commissions: ces commissions étaient systématiquement versées par les entreprises de bâtiment chargées de la rénovation d'édifices dont la dégradation entre les années 60 et 70 — surtout les casernes de la Garde civile — a nécessité le plus important investissement public de la première décennie socialiste. Un problème de montage technique très difficile est tout de suite apparu aux yeux des responsables. Les deux voies de “compensation” qui scellaient le pacte, dans la perfection même de son opacité aux finances, exigeaient un montage financier pour blanchir l'argent sale. Pour le bon fonctionnement du système, il aurait fallu centraliser les sommes, ce qui n'a jamais été sérieusement envisagé, soit par incurie, soit, et c'est ce qui est le plus vraisemblable, par la certitude d'impunité qui régnait dans les milieux d'un Etat où n'apparaissait aucun risque d'alternance. D'énormes masses d'argent sale produites à l'intérieur, ont été tout simplement investies dans le secteur immobilier, que ce soit en Espagne ou à l'étranger, avec une nette préférence pour les aménagements touristiques à Miami. Plus simplement encore, l'argent était versé sur des comptes en Suisse et autres paradis fiscaux. Au moment de la mise en examen judiciaire, à partir de 1993, le travail, dans sa complexité, devait se limiter à confronter le circuit des talons signés à la Banque d'Espagne avec les mouvements de comptes bancaires épuisés des plus hauts postes.

Mais cela ne devait se passer que dix ans plus tard, lorsque le réseau des intérêts économiques et politiques commença à s'effriter. Pour l'heure, début 1983, le consensus du vieil appareil répressif franquiste acquis et la nouvelle hiérarchie décisionnelle consolidée, le PSOE pouvait considérer qu'il a achevé l'appropriation de l'Etat (qui avait volé en éclats entre les mains de ses prédécesseurs de la UCD), activant la démolition du projet centriste. Avec de très légères retouches internes et l'ajout de deux chambres de Représentants fortement contrôlées par l'exécutif, l'Etat franquiste était intégré — recomposé et pour l'essentiel à nouveau opérationnel — au projet de González. Il ne restait plus qu'à parachever sa modernisation et le rendre donc inexpugnable...

Le PSOE était arrivé au pouvoir en 1982, propulsé par le coup d'Etat militaire dont l'origine fut extrêmement confuse⁸. De cet événement reste en mémoire, et dans l'imaginaire politique, l'image d'un garde civil

grotesque en train d'humilier, pistolet en main, les membres du parlement. Il reste aussi pour l'analyste qui ose s'attaquer à l'un des faits les plus obstinément controversés de la transition espagnole, le bien-fondé que derrière ce grand guignol qui opérait sur écran d'apocalypse, une horlogerie de précision préparait un autre "coup" — bien différent celui-là — en termes d'efficacité et de modernité. Après cette fameuse nuit aux apparences d'opérette, l'Espagne se réveilla, transformée. L'hypothèse d'une transition d'origine démocrate-chrétienne venait d'être infirmée.

Elle devait être supplantée cette même nuit par une autre hypothèse selon laquelle la recomposition des pièces maîtresses de l'Etat franquiste, fortement érodées après deux ans de régime constitutionnel, devait jouer le rôle principal. Deux de ces pièces, l'armée et la couronne, avaient exprimé leur désaccord, entraînant la chute du président Adolfo Suarez. Celui qui prendrait la direction de cette seconde phase devait pouvoir en premier lieu compter sur l'appui parlementaire dont l'UCD n'avait jamais disposé. En échange, des garanties concernant l'intangibilité de l'armée et l'autorité morale de la couronne devaient être absolues. Un pacte de restriction politique des revendications nationalistes basques et catalans devait conclure une carte politique et électorale avec des perspectives de pérennité à moyen et même à long terme. Le jeu a été scrupuleusement respecté. Entre février 1981 et octobre 1982, les dirigeants de l'UCD encore au pouvoir ont procédé au sabotage interne de leur parti⁹. Le PCE est ressorti affaibli par ses guerres intestines et l'entêtement notoire de son historique secrétaire général Santiago Carrillo. Quant aux partis spécifiquement nationalistes, surtout le Parti nationaliste basque (PNV) et la Convergence et Union nationalistes catalans (CIU) qui devaient couvrir le monopole politique sur leurs zones respectives d'influence, ils ont une particularité spécifique. Le PSOE de Felipe González et d'Alfonso Guerra restait donc le seul parti d'implantation nationale. Sa présence aux élections d'octobre 1982 a été pratiquement celle d'un monoparti imparfait. La majorité absolue écrasante au parlement lui était garantie bien avant la date fixée pour le visa des urnes. La couronne¹⁰ et le PSOE se révélèrent les deux grands vainqueurs de la crise de février 1981. Ensemble, ils ont bouclé la période d'incertitude qui a suivi la mort du général Franco. Ainsi prit fin la "réforme". Une "contre-réforme" méthodique et, pour l'essentiel, triomphante commença. Elle se mettra en place jusqu'au moment où la faillite financière de 1992 dévoilera la fragilité de ses supports économiques.

Les années du "rouleau"

Le solde de l'Etat franquiste à recomposer était évident. Héritages recyclables, une administration aussi incompétente que fidèle, un appareil militaire et répressif conçu uniquement en terme de réponse à un mythique "ennemi interne", un appareil judiciaire, depuis toujours privé de moyens et sans aucune tradition d'autonomie. L'intervention fut

brutale et extrêmement rapide. C'est le Blitzkrieg au cœur de l'Etat qui marque une victoire sans faille en très peu de mois. "Politique d'embrouille" décrite en ces termes par les commentateurs politiques au moment du bilan des dix ans, en 1992: administrations publiques, instances judiciaires, sociétés financières, mouvements sociaux, moyens de communication et organismes de bienfaisance se trouvent aujourd'hui entre les mains des socialistes. Les contrôles de l'exécutif ont été soigneusement triés; militants socialistes ou technocrates non affiliés mais s'identifiant au projet, ont d'abord occupé tous les rouages de l'administration et mis la machine de l'Etat à leur service. Dans le même temps, le Parlement était devenu une succursale de la Moncloa¹¹ grâce au concours actif du fameux "rouleau" socialiste. L'unique obstacle légal subsistant qui est le recours préalable de l'inconstitutionnalité et qui pouvait empêcher l'application des lois jusqu'à l'énoncé favorable du Conseil constitutionnel, fut éliminé par un décret¹².

La pièce maîtresse de cet "*enterrement de Montesquieu*" — pour utiliser la formule provocante qui a rendu populaire celui qui sera jusqu'en 1990, le numéro deux socialiste et le tout puissant vice-président Alfonso Guerra — devait en toute logique être le désamorçage irréversible du pouvoir judiciaire. Une opération a été tentée par le biais d'une législation qui en fit le parfait miroir d'un parlement monolithiquement contrôlé par le gouvernement socialiste. A partir de 1985, ce fut l'objectif privilégié du pouvoir de Felipe Gonzales. Et à la longue, malgré l'effort fourni, ce fut sa seule opération partiellement manquée¹³, celle qui finira par mettre en marche la bombe à retardement qui devait éclater en 1993.

En 1985 et à propos de la décision du Conseil constitutionnel concernant la loi sur l'avortement, Alfonso Guerra fit la déclaration suivante: "*Si l'arrêt du Conseil constitutionnel sur l'avortement nous est défavorable, il faudra bien mettre en marche la machine du recours. Les lois ne peuvent être bloquées par douze personnes qui de surcroît n'ont pas été élues par les urnes*"¹⁴. Guidé par cette consigne, le PSOE étendit son hégémonie parlementaire aux principales institutions de la magistrature¹⁵. La majorité absolue au Conseil constitutionnel et à la Haute cour de Justice a été utilisée depuis le milieu des années 80 comme pièce supplémentaire dans l'homogénéisation du pouvoir. Le "rouleau" étendait sa capacité de compression aux instances intermédiaires de la magistrature, à travers la loi organique du pouvoir judiciaire. Au début des années 90, la situation était ainsi décrite: "La loi organique du pouvoir judiciaire rend possible jusqu'au contrôle de la nomination des organes collégiaux. Ainsi, sur trois magistrats qui composent habituellement les tribunaux supérieurs chargés entre autres de juger les parlementaires, l'un est élu par la Cour de cassation (à majorité socialiste) et un autre est nommé sur proposition des parlements autonomes (dont 9 sur 17 sont contrôlés par le Parti socialiste). Si l'on y ajoute le fonctionnement hiérarchique du ministère public qui dépend directement de l'exécutif¹⁶, le cercle se referme¹⁷."

GAL, FILESA, PER

Deux problèmes guettent immédiatement le modèle de recomposition proposé par le premier gouvernement de González à l'automne 1982. D'un côté, l'affaiblissement provoqué par le conflit politique et militaire au Pays basque. De l'autre la fragilité interne de l'appareil de son propre parti, surgi du néant après la mort de Franco sur la seule base d'appuis financiers de la Sociale démocratie allemande de Brandt. A compter de l'automne 1982, le PSOE affronte les deux facteurs essentiels pour sa survie: la mise en place d'une couverture financière solide et la codification d'une clientèle électorale invulnérable. Dès le début de l'année 1983, se tisse la trame qui mènera au terrorisme d'Etat. Ce sont les deux versants, de ce que dans les milieux socialistes on désignera comme "projet CAP"¹⁸: liquidation physique du terrorisme basque¹⁹ avec consolidation financière du parti et de son clientélisme électoral.

Le financement interne du PSOE s'articule, à partir de 1983, sur une trame d'entreprises fantômes aux conseils financiers fictifs. FILESA, opère en fait comme un véritable bureau de recouvrement parallèle auquel cotisent régulièrement la totalité des grandes banques et le gratin de la grande entreprise espagnole, avec une mention spéciale pour les entreprises de travaux publics: celles-ci se garantissent ainsi la bienveillance de l'Etat pendant des années sachant que l'investissement public représente la pièce fondamentale de l'économie espagnole. Le procédé est simple et efficace: l'entreprise intéressée par un traitement de faveur de la part du gouvernement lors de la répartition des travaux publics, passe un contrat avec FILESA ou l'une de ses filiales sur un devis technique qui ne sera jamais réalisé. Les fils sont tirés entre FILESA, PSOE et le gouvernement et le contrat public reste sous garantie. Pendant les années pharaoniques de la rénovation d'édifices, de matériel militaire et policier, de construction du T.G.V. Madrid-Séville et l'absurdité mégalomane des Olympiades de Barcelone ainsi que l'Exposition internationale de Séville, les chiffres qui circulaient étaient vertigineux. Le Parti s'est transformé en une puissance financière de premier ordre et les socialistes qui ont opéré comme intermédiaires ont amassé des fortunes personnelles spectaculaires. C'étaient les années où le ministre de l'Economie, Solchaga, lançait la consigne: "*Enrichissez-vous!*" et développait l'idée que l'Espagne était "*le pays d'Europe où il était le plus facile de s'enrichir rapidement*".

Au milieu des années 80, l'essentiel de l'économie espagnole — dont la dépendance vis à vis de l'Etat est un héritage important du franquisme — est placé sur orbite socialiste. "Parallèlement à la banque publique, dirigée par des hommes de confiance du ministre Carlos Solchaga, on ajoute le contrôle de l'immense majorité des caisses d'épargne dont les instances de décisions se trouvent entre les mains des communes, à leur tour dominées majoritairement par les socialistes. De plus, des hommes considérés comme proches du parti siègent dans les conseils

d'administration des grandes banques privées et de grandes entreprises se voient bénies par le pouvoir en échange de “faveurs ponctuelles”. Les grandes entreprises publiques (Ibéria, Renfe, Tabacalera, Telefonica) en viennent également à être dirigées par des personnes proches du parti du gouvernement²⁰. Ce que nous appelons corruption n'est que la convergence organisée de ce réseau décisionnel. Sans son ciment “homogénéisateur”, l'Etat hétéroclite des “années Suarez” n'aurait jamais pu devenir la machine sur laquelle le PSOE a établi ses douze années d'hégémonie.

Il fallait consacrer une fraction de cet enrichissement à l'élaboration d'un capital de voix très solidement contrôlé qui garantirait la majorité électorale du Parti. Telle a été la fonction du Plan d'emploi en milieu rural (PER)²¹. Le modèle a été calqué sur le vieux “caciquisme” agraire des années 20-30, système qui garantissait des votes inamovibles parmi une population rurale soumise à la violence des grands propriétaires. Très modernisé, le PER agissait avec la même efficacité et sans la composante de brutalité primaire de son modèle archéologique. C'est un procédé très ingénieux qui, dans les zones rurales où le chômage est chronique et irréversible, supplée l'absence de couverture du chômage “normal” : il fixe une subvention permanente à ces travailleurs ruraux qui pourront prouver, documents en main, avoir été employés sur une période minimale de journées, à l'année. L'habileté du système repose sur le fait que le nombre de “journées de travail” fixé comme minimum ne peut entrer dans les données statistiques. Les autorités locales socialistes suppléent à cette impossibilité en signant de faux certificats de travail en échange desquels on garantit la fidélité du vote de ceux qui accèdent — moyennant cette petite fraude diffuse — à une économie de survie inaccessible autrement. Avec un tel procédé, l'Andalousie et l'Extremadure sont devenues ce que l'on appelle des zones de “vote captif”. Son importance est telle que, lors des consultations électorales des sept dernières années, les avantages obtenus à l'échelle nationale par le PSOE ont coïncidé exactement avec la réussite obtenue dans les zones PER d'Andalousie et d'Extremadure. C'est exclusivement sur le “vote captif” que le PER a établi la stabilité électorale du PSOE. Le système ne s'avérait pas complètement ruineux sur le plan économique dans la mesure où une bonne partie de cette subvention est payée avec les fonds de compensation de l'Union européenne.

L'éclatement du modèle

1992 connut l'apothéose du système de la corruption constituante. Elle marqua aussi le début d'un effondrement plus vertigineux que celui prévu même par les plus pessimistes. Etabli sur une économie purement spéculative basée sur des taux d'intérêt démesurés, le boom des années 80 s'est brusquement trouvé au bord du vide. L'abandon de la Bourse espagnole par quelques grands opérateurs internationaux provoqua un effondrement en chaîne de tout l'édifice politico-financier mis sur pied

pendant dix ans. L'Espagne se réveilla du rêve socialiste avec un taux de chômage de 24%, le second déficit commercial du monde, un déficit public insupportable, la sécurité sociale menacée de faillite, les grandes banques en situation d'irrégularité avec plusieurs de leurs responsables en prison, et le secteur industriel matériellement défait.

L'argent vint rapidement à manquer pour continuer à payer le facteur qui régulaient la corruption diffuse. Le pacte du silence fut rompu et les scandales commencèrent à apparaître au grand jour.

La faillite de la banque IBERCORP devait entraîner la mise en détention du tout-puissant gouverneur socialiste de la Banque d'Espagne, accusé de très graves irrégularités financières et de fraude fiscale; l'un des trois plus importants organismes bancaires espagnols, Banesto, devait être soumis à un contrôle et son Président Mario Conde, fut emprisonné. Emprisonné aussi le "Mage des finances" de Kio en Espagne, Javier de la Rosa... La presse spécialisée attribue à Conde et à De la Rosa des rôles privilégiés dans la gestion des fonds personnels de la magistrature de l'Etat. Leur arrestation peut être interprétée comme une opération de l'exécutif pour garder sous contrôle strict la Couronne, neutralisant sa critique devant la décomposition du gouvernement socialiste...

C'est dans ce contexte qu'éclate le "cas du ministère de l'Intérieur". Ce n'est pas seulement un cas: c'est une véritable constellation de malversations. C'est le vol massif des réserves de fonds, révélé par Luis Roldan avant sa fuite et qu'il a confirmé après son arrestation. Et surtout en décembre 1994, les deux policiers condamnés par l'organisation du GAL, décident, quatre ans après, de tout raconter au juge Garzon. Pendant leurs années de détention, ils ont touché des salaires faramineux en argent sale que le ministère de l'Intérieur déposait sur des comptes courants à Genève. Roldan et Dominguez ont attendu six mois avant de raconter au juge la terrifiante histoire de l'organisation du GAL depuis le ministère de l'Intérieur. Tous les responsables antiterroristes de ces années-là ont défilé les uns après les autres dans le bureau du juge Garzon pour en ressortir en direction de la prison. En prison aussi le secrétaire général de la Sécurité du moment Sancristobal, dont les comptes bancaires en Suisse laissent apparaître un solde de plus de 800 millions de pesetas injustifiables fiscalement. En prison aussi, après une âpre bataille devant les tribunaux, Rafael Vera, le tout puissant secrétaire d'Etat à la Sécurité durant deux ministères, sans doute l'homme qui en sait le plus sur l'argent et les cadavres des années González... En attente de prochains jugements, les deux ministres de l'Intérieur touchés par le scandale, Corcuera et Barrionuevo (ce est dernier protégé par l'immunité parlementaire), le vice-président Serra, sur qui la cour de Cassation vient d'ouvrir une enquête... A l'horizon... González... s'il perd un jour l'immunité présidentielle qui le protège aujourd'hui totalement. Un cul de sac qu'inconsciemment Felipe González formulait ainsi il y a moins d'un an: "*Je ne partirai pas sans honneur*". Mais l'honneur n'est même plus en jeu. Ce qui est en jeu, c'est la prison.

Les élections municipales et régionales du 28 mai prochain seront un indice barométrique du degré de colère populaire accumulé ces derniers mois. Tout laisse prévoir une catastrophe électorale pour les socialistes.²²

González reste malgré tout confiant: l'organisation d'élections générales anticipées n'est pas à l'ordre du jour. Il a beaucoup appris de ses deux grands amis et maîtres des années 80, Carlos Andres Perez (ex-président du Venezuela, social-démocrate) et Bettino Craxi (ex-Premier ministre italien, socialiste). Il en a notamment appris que sortir du pouvoir est dangereux.

Il n'y a que les nationalistes de Jordi Pujol qui ont aujourd'hui la clé des élections générales²³ et de la fin d'une situation dont le pourrissement présente des risques imprévisibles²⁴. Pour Pujol, président du "generalitat" de Catalogne, un gouvernement faible a été une bénédiction. Sur le terrain politique et économique, il a retiré plus de bénéfice du pouvoir central ces neuf derniers mois que pendant les douze années précédentes. Il n'en reste pas moins qu'après les municipales et les régionales, la prolongation de l'instabilité serait suicidaire, ne serait-ce que parce que la modification prévisible du rapport des forces au Sénat, en tant que résultat du renouvellement des sièges autonomes, doit consacrer l'effondrement de l'appareil législatif. Continuer bien au-delà, c'est tomber dans le vide. Un González menacé de poursuites judiciaires peut ignorer la chose. Pour Pujol et le nationalisme catalan, le risque serait trop grand.

La fin du régime semble s'approcher. Il en a toujours été ainsi, tout au long de ce siècle, dans une Espagne qui n'a jamais connu de changement de gouvernement qui ne soit un changement de système politique. Une nouvelle ère constituante est sur le point de s'ouvrir. En prévoir les conditions est aujourd'hui trop hasardeux.

"*Tout dans ce monde*, écrivait Baudelaire, *transpire le crime*". Tout, mort et pourriture. Et dans cette mort et cette pourriture, il y a quelque chose de plus terrifiant que le reste: penser que la nécrose est devenue universelle et irréparable, que l'esprit même de la citoyenneté a été assassiné, qu'il ne nous reste même pas la capacité de sortir dans la rue pour appeler "canailles", les canailles. Pour exiger d'abord qu'ils enlèvent leur main de l'Etat qu'ils tiennent en otage. Et qu'ils rendent compte ensuite devant les tribunaux d'avoir commis tant d'abus.

Madrid, avril 1995

(Traduit de l'espagnol par
Soizic Houbart)

Gabriel Albiac est professeur à l'Université Complutense de Madrid.

Cet article a été également publié par la revue italienne Futuro Anterior (Editions L'Harmattan-Italie).

¹ Baudelaire, Charles: "Mon cœur mis à nu" dans *Œuvres complètes*, vol I Paris, Pléiade, 1975, p.706.

² Groupes antiterroristes de libération, organisation probablement mise sur pied par les autorités espagnoles pour lutter contre les exilés basques dans le sud de la France. On lui

attribue 25 assassinats en plus d'autres délits de séquestration et autres préjudices.

³ Le commando était composé du policier José Gutierrez et de trois membres du GEO (groupe spécial des opérations de la Garde civile): le capitaine Francisco Javier Lopez Santos et les sergents Sebastian Soto et José Maria Rubio.

⁴ Jose Barrionuevo avait milité dans diverses organisations d'extrême droite sous Franco, d'abord Carliste, ensuite phalangiste du SEU (syndicat étudiant franquiste) organisation où il a obtenu le grade de sous-chef national dans les années 70. Une fois qu'il a achevé ses années de militantisme étudiant, il est devenu chef du cabinet technique du secrétariat général du Mouvement, principal organe politique du parti franquiste. Après la chute de la dictature, en 1977, il est entré au PSOE. Il fut responsable de la police madrilène en 1979, ministre de l'Intérieur lors du premier gouvernement de Felipe González en 1982. Les actions des mercenaires du GAL se sont déroulées intégralement durant son mandat.

⁵ Le thème des 25 ans a été l'un des objectifs électoraux du PSOE en 1982. Il a été constamment repris par Felipe Gonzalez comme fil conducteur de son mandat.

⁶ Sans régulation légale après la constitution de 1978. Seulement le scandale de la fin des années 90 a fait prendre les premières initiatives pour légiférer sur leurs procédés de contrôle: initiatives qui, d'autre part, ne se sont pas encore concrétisées en loi ou quelque règlement que ce soit.

⁷ "Compensation" est le terme utilisé à tout moment devant le juge par l'ancien directeur général de la Garde civile, Luis Roldan, après son arrestation pour justifier les versements exorbitants sur lesquels il s'est bâti, en un peu plus de cinq ans, une surprenante fortune personnelle.

⁸ La version officielle parle du coup d'état fasciste manqué, mené par le colonel Tejero et le général Milans del Bosch... La réalité semble plus complexe. Tout laisse penser que le "coup d'état" de Tejero et Milans a joué comme couverture à au moins deux "coups en douceur" qui se sont croisés et dont le bénéficiaire final a été le PSOE de Felipe Gonzalez: les actions concertées de certains de ses dirigeants qui ont précédé le 23 février 1981 sont bien confirmées par des documents.

⁹ Pendant l'été 1982, Sandro Pertini vient en Espagne pour assister au Mondial de football. Au cours de son séjour, il raconte l'anecdote suivante lors d'une conversation avec le chef du gouvernement de UCD d'alors, Leopoldo Calvo Sotelo:

Pertini: — *On m'a dit que vous avez convoqué des élections générales anticipées.* Calvo Sotelo: — *En effet.* Pertini: — *Ça veut dire que vous êtes sûr de les gagner.* Calvo Sotelo: — *Non, ça veut dire que je suis sûr de les perdre.* Pertini: — *Comme c'est bizarre! En Italie nous faisons l'inverse.*

¹⁰ Et, avec la Couronne, l'armée.

¹¹ Le Palais de la Moncloa est le siège de la Présidence du gouvernement et la résidence du Président.

¹² Escudier, J.C. et Sanchez M.: "L'occupation de l'Etat" dans *El Mundo*, Documents, 1 an de Philippinisme; Madrid, octobre 1992.

¹³ L'achèvement de la stratégie de contrôle de la magistrature a été rendu difficile par la nécessité technique de procéder à un élargissement de ce corps étant donné la précarité où les juges espagnols se trouvaient au début des années 80. Cette opération entraîna une rénovation et un rajeunissement de la magistrature espagnole. C'est parmi les juges les plus jeunes, tels que Garzon ou Ana Ferver qui seront les personnages emblématiques de leurs pairs, que le PSOE trouvera les résistances les plus tenaces à son opération de "rouleau".

¹⁴ En 1994 et déjà avec le conseil constitutionnel totalement contrôlé, c'est certes le PSOE lui-même qui a retiré sa loi sur l'avortement, pour éviter le conflit avec ses alliés de la Démocratie chrétienne catalane, la CIU de Jordi Pujol.

¹⁵ Escudier, J.C. Sanchez M., op. cit.

¹⁶ L'extrême délire de ce contrôle s'est produit lorsque, au début des années 90, le gouvernement a imposé arbitrairement la nomination d'un procureur général formellement incompetent dans l'exercice de cette charge. Il a fallu deux années de pourvoi en cassation pour mettre un point final à cette aberration de la loi.

¹⁷ *ibid.*

¹⁸ De Carlos Andres Perez, tout puissant leader de la social démocratie du Venezuela, aujourd'hui inculpé de corruption, dont les Espagnols copieront le procédé de recouvrement méthodique de commissions auprès des grandes entreprises en échange d'un traitement préférentiel de la part de l'Etat et l'élimination physique des organisations armées.

¹⁹ Le Président du gouvernement autonome basque d'alors, le nationaliste modéré Carlos Garaikoetxea a raconté très récemment comment, au cours d'une conversation du début de mandat socialiste, Felipe Gonzalez avait parlé "*du bien-fondé d'utiliser le système Carlos Andres Perez*" pour en finir avec

l'ETA. *“J'ai compris, concluait Garaikoetxea, qu'il faisait allusion aux escadrons de la mort.”*

²⁰ Escudier, J.C., Sanchez M.: op. cit.

²¹ Plan de Empleo Rural (plan d'emploi en milieu rural).

²² Avec 35,26% du total des voix contre 25,3% en 1991, la victoire dans 44 des 52 chefs-lieux de province et dans dix régions sur treize qui étaient en jeu, le Parti populaire (droite) peut parler “d'écrasante victoire” sur le PSOE descendu de 38,3% des voix à 30,81%. Enfin, la gauche unie (Izquierda Unida - IU) rassemblant ex-communistes et écologistes passe de 8,4% (1991) à 11,68%). Les partis nationalistes (catalans et basques) se partagent le reste (NDLR).

²³ Le gouvernement monocolor socialiste a un besoin vital des 17 voix décisives des libéraux catalans de “Convergence et Union” qui permettent à Felipe Gonzalès d'avoir une majorité absolue d'une voix aux Cortès... (NDLR).

²⁴ Depuis le 15 juin 1995 a éclaté peut-être le plus grave de tous les scandales qui ont constellé les treize années du gouvernement du Psoe: les écoutes téléphoniques qui ont permis au Centre supérieur d'information de la Défense (CESID) d'espionner des milliers de personnes (industriels, journalistes, ambassadeurs, personnalités politiques, y compris le roi Juan Carlos en personne). En conséquence, Felipe Gonzalès a accepté la démission de Narcis Serra, numéro deux du gouvernement et ex-ministre de la Défense et de Julian Garcia Vargas, actuel titulaire du poste. Le scandale considéré par Jordi Pujol comme “l'affaire la plus grave pour le prestige de l'Etat” a amené les nationalistes catalans — déjà hostiles à un projet de libéralisation de l'avortement proposé par le gouvernement — à prendre leurs distances avec Felipe Gonzalès. Les élections générales prévues normalement pour 1997 pourraient avoir lieu au cours du premier semestre de 1996, donc après la présidence espagnole de l'Union Européenne du deuxième semestre 1995 (NDLR).